



Coalition québécoise
du jeu en ligne

Encadrer le jeu en ligne

Un atout pour le Québec

Mémoire présenté par la Coalition québécoise du jeu en ligne dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2025-2026 du ministère des Finances du Québec

Janvier 2025



Table des matières

Sommaire	1
Introduction	2
Situation économique au Québec	3
Modèle ontarien et autres juridictions	4
Résultats d'études	6
Jeu responsable	7
Conclusion et recommandations	9
Annexe A	11
Références	12





Sommaire

- Au Québec, le jeu en ligne dépasse largement l'offre de Loto-Québec. En fait, 73 % des joueurs québécois choisissent des plateformes privées pour jouer en ligne. Ils le font pour différentes raisons personnelles comme la possibilité d'affronter des joueurs de partout dans le monde ou l'attrait spécifique de certains jeux. Ce chiffre peut varier d'une étude à l'autre, mais il est clair qu'une très grande partie du jeu en ligne ne fait présentement l'objet d'aucun encadrement de la part du gouvernement du Québec.
- Selon une projection basée sur l'expérience de l'Ontario, les activités de jeu en ligne au Québec pourraient générer des revenus bruts additionnels d'environ 300 M\$ par année¹ pour le gouvernement. Par ailleurs, l'expérience de l'Ontario démontre que l'encadrement des opérateurs privés de jeu en ligne n'a pas eu d'effet à la baisse sur les revenus de Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), l'équivalent ontarien de Loto-Québec. Dans un contexte où le Québec demande des efforts d'optimisation significatifs pour assainir ses finances, il nous semble que ces revenus supplémentaires versés au gouvernement seraient opportuns.
- Une partie des revenus de taxation tirés de l'encadrement des entreprises privées devrait servir à financer un organisme indépendant de réglementation pour tous les opérateurs de jeu en ligne, incluant Loto-Québec. Le gouvernement donnerait ainsi suite à la recommandation du Rapport Nadeau (2014), soutenue par plusieurs spécialistes de la santé publique, qui suggère fortement d'établir une distinction nette entre la mission commerciale de Loto-Québec et sa mission sociale. À titre indicatif, l'Ontario a mis sur pied un tel organisme (iGaming Ontario) et celui-ci opère avec un budget de 15 M\$ par année.
- L'arrivée d'un organisme indépendant de réglementation permettrait d'exiger de tous les opérateurs les plus hauts standards en matière de jeu responsable et de prévention. Par exemple, ceci pourrait comprendre un programme d'auto-exclusion centralisé permettant aux joueurs de s'exclure simultanément de l'ensemble des plateformes de jeu. Une telle mesure n'est réalisable que dans le cadre d'un marché réglementé.

[1] Pour une année d'opération complète, lorsque l'encadrement sera pleinement implanté.



Introduction

La Coalition québécoise du jeu en ligne (la Coalition) est une organisation lancée en mai 2023 qui regroupe les plus importants acteurs de l'industrie des jeux de hasard et d'argent en ligne. La Coalition a pour objectif de collaborer avec le gouvernement du Québec pour moderniser l'encadrement des jeux de hasard et d'argent en ligne par la mise en place d'un système de licences et de taxes pour les opérateurs privés de ce secteur. Les membres de la Coalition opèrent déjà dans plusieurs marchés réglementés à travers le monde, notamment en Ontario.

En 2014, le Groupe de travail sur le jeu en ligne présidée par la Dre Louise Nadeau, qui comprenait aussi plusieurs experts du milieu académique dont la Dre Sylvia Kairouz, titulaire de la Chaire de recherche sur l'étude du jeu à l'Université Concordia, a publié un rapport dans le but d'examiner les conséquences de la mise en activité, par Loto-Québec, du site de jeu en ligne Espace Jeux. Parmi les cinq recommandations, le rapport invitait le gouvernement du Québec à mettre en place un système d'émission de licences d'exploitation aux opérateurs de jeux privés et à instaurer un organisme indépendant pour réglementer l'ensemble de l'offre de jeu au Québec, y compris celle de Loto-Québec.² Plus récemment, la Direction régionale de santé publique de Montréal a également émis une recommandation favorable à la création d'un organisme indépendant de réglementation lors d'un avis sur le projet d'un nouveau salon de jeu au Centre Bell, en collaboration avec Loto-Québec.³

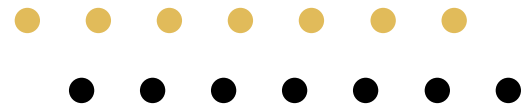
La Coalition souhaite collaborer avec le gouvernement du Québec, Loto-Québec et les parties prenantes du milieu du jeu responsable afin d'élaborer un encadrement réglementaire approprié. Ainsi, la Coalition souhaite contribuer à la mise en place d'un environnement responsable et sécuritaire qui protège mieux les joueurs, le tout financé avec de nouveaux revenus issus du volet privé des jeux en ligne. Le revenu brut de cet encadrement serait de l'ordre de 300 M\$ par année et couvrirait largement le coût d'un organisme indépendant de réglementation. À titre indicatif, un organisme ontarien similaire, iGaming Ontario, opère avec un budget annuel de 15 M\$,⁴ soit un coût d'opération de 3 %. Le reste des sommes recueillies serait disponible pour le gouvernement qui pourrait en faire l'usage qu'il juge le plus opportun pour le Québec.

Le présent mémoire présente les avantages de la mise en place d'un tel modèle réglementaire pour les jeux de hasard et d'argent en ligne au Québec basé sur l'expérience des autres modèles réglementaires et de différentes études académiques et économiques.

[2] Nadeau, L., Dufour, M., Guay, R., Kairouz, S., Ménard, J.M., & Paradis, C. Le jeu en ligne. Quand la réalité du virtuel nous rattrape. Montréal (Québec), Groupe de travail sur le jeu en ligne, 2014, p. 58.

[3] Drouin, M., Biron, J-F., Duplessis-Brochu, E., Fournier, M., Gould, A. Avis de la Direction régionale de santé publique sur l'implantation d'un salon de jeux au centre-ville de Montréal. Montréal (Québec), 2023, p. 25.

[4] États financiers de iGaming Ontario pour l'année se terminant au 31 mars 2024. <https://igamingontario.ca/en/financial-statements-2023-2024>. Nous n'avons pas inclus les "stakeholder expenses" dans les coûts d'opération, puisqu'il s'agit de paiements dans le cadre d'une entente avec les Premières Nations et de versement de taxes – voir note 17 des états financiers. En s'inspirant des ententes en place pour les appareils de loterie vidéo, le paiement de ces taxes pourrait être de beaucoup inférieur au Québec.



Situation économique **au Québec**

En mars 2024, le ministre des Finances du Québec déposait un budget marqué par un important déficit de 11 G\$. Pour aider à rétablir l'équilibre des finances publiques, le gouvernement a notamment demandé aux sociétés d'État, dont Loto-Québec, des efforts d'optimisation totalisant 1 G\$.

Par ailleurs, le dernier rapport annuel de Loto-Québec, déposé à l'été 2024, montre que les résultats sont à la baisse, malgré les efforts d'optimisation et le développement de son offre de jeux en ligne. Loto-Québec rapporte en effet un bénéfice net de 1,5 G\$, une baisse de 100 M\$ par rapport à l'exercice financier précédent.

Depuis son lancement, la Coalition propose au gouvernement une avenue qui lui permettrait d'assurer une meilleure protection pour les joueurs tout en augmentant ses revenus. La Coalition estime en effet que le gouvernement du Québec pourrait à terme générer des revenus bruts de plus de 300 M\$ par année, somme qui pourrait contribuer à réduire le déficit budgétaire.

Estimation des revenus bruts annuels du Québec basée sur les données officielles de l'Ontario

Mesures	Calculs	Résultats
ONTARIO		
Revenu total du jeu en ligne (T2 de l'année fiscale 24/25)	Donnée officielle de iGaming Ontario ¹	738 M\$
Revenu trimestriel de iGaming Ontario	Appliquer un taux de partage de revenus de 20 % ²	147,6 M\$
Revenu annuels de iGaming Ontario (projection pour 24/25)	Multiplier par 4 le revenu trimestriel de iGaming Ontario	590,4 M\$
QUÉBEC		
Revenus bruts annuels potentiels tirés de l'encadrement du jeu en ligne	Ajuster en proportion de la population de 18+ ans du Québec, comparativement à celle de 19+ ans de l'Ontario ³	330 M\$

Note: Les chiffres du tableau ont été arrondis.

1. [iGaming Ontario's FY 2024-25 Q2 Market Performance Report](#)

2. Le taux de partage de revenus en Ontario oscille entre 18 et 20 %, en fonction des efforts de promotion des opérateurs.

3. StatCan - [Population de 18+ du Québec](#) (~7,078 M) et 19+ de l'Ontario (~12,606 M)



Modèle ontarien et autres juridictions

L'Ontario a ouvert la voie à la réglementation du marché du jeu en ligne au Canada en suivant certaines des recommandations du rapport Nadeau et en instaurant un système de licences et de taxes pour les opérateurs privés de jeux en ligne.

En place depuis avril 2022, iGaming Ontario (iGO) regroupe actuellement 50 opérateurs privés de jeux en ligne qui offrent un total de 82 sites de jeux qui opèrent en complémentarité avec la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG). Ce modèle oblige les opérateurs privés à obtenir une licence d'exploitation avant d'opérer et à respecter les standards établis par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) en matière de jeu responsable et de responsabilité sociale dans la province, sans quoi ils ne peuvent avoir accès au marché ontarien.

La Coalition croit que le Québec devrait s'inspirer du modèle d'encadrement réglementaire du jeu en ligne mis en place et testé en Ontario.

La deuxième année d'opération du modèle réglementaire ontarien⁵ a en effet démontré qu'un tel modèle avait le pouvoir de devenir un important moteur économique pour la province en ramenant dans le cadre légal ontarien les activités autrefois dans la zone grise. Ceci a notamment permis de générer environ 2,4 G\$ en recettes totales de jeux, une augmentation de près de 70 % par rapport à la première année d'opération.⁶

La création du marché ontarien a permis de rapatrier en grande majorité le marché du jeu en ligne qui était précédemment non réglementé vers le marché réglementé. À cet effet, une étude réalisée par Ipsos en avril 2024 a conclu que 86,4 % des joueurs de l'Ontario fréquentent désormais des sites réglementés.⁷ Avant la création du modèle, l'Ontario estimait que 70 % du jeu en ligne sur son territoire avait lieu sur des sites non réglementés. À titre indicatif, Loto-Québec estime qu'elle capte 50-60 % du marché au Québec.

Une étude réalisée par Deloitte⁸ suivant la deuxième année d'opération démontre par ailleurs que ce modèle a permis de générer un apport au PIB de l'Ontario de près de 2,7 G\$ au cours de l'année. Toute cette activité économique, sous forme de salaires et autres dépenses dans l'économie ontarienne, contribue bien sûr elle aussi à augmenter les revenus de l'État, grâce aux divers taxes et impôts prélevés sur celle-ci. Tout ceci, en sus des revenus et redevances générés par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG).

[5] Voir à l'Annexe A une présentation détaillée des résultats d'iGaming Ontario

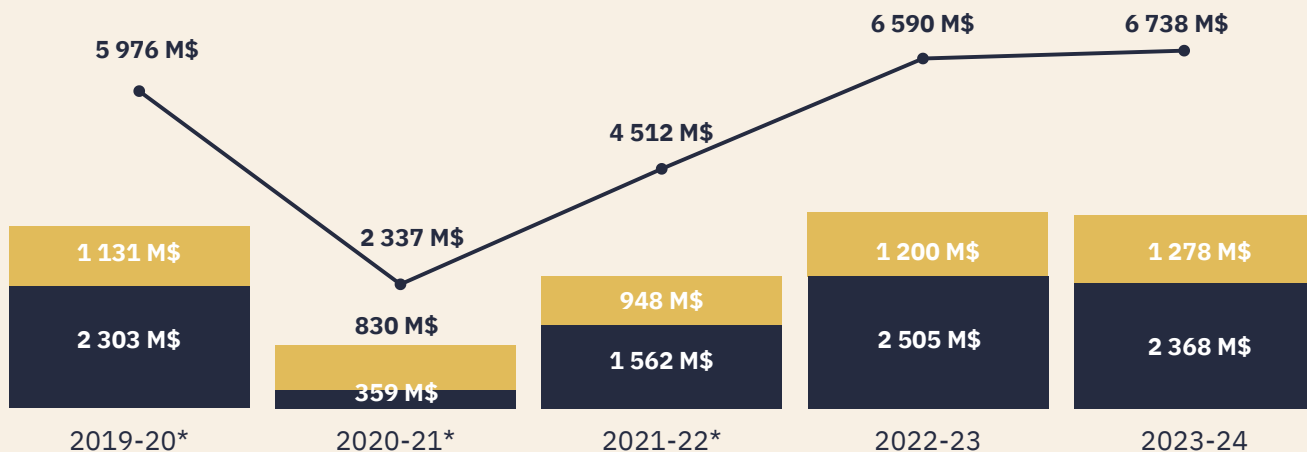
[6] Résultats iGaming Ontario 2023-2024: iGaming Ontario's FY 2023-24 Full Year Market Performance Report | iGaming Ontario

[7] IPSOS, Ontario iGaming Market Channelization. Toronto (Ontario), Avril 2024, p.2.

[8] Deloitte, Les jeux en ligne en Ontario – L'apport économique du marché réglementé des jeux en ligne de l'Ontario – année 2. Toronto (Ontario), juin 2024. P.4

Il est à noter que la performance financière d'Ontario Lottery and Gaming Corporation (OLG) s'est maintenue, malgré le nouvel encadrement des opérateurs privés en Ontario. En effet, comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous, les craintes d'une baisse des revenus de la société d'État au profit de l'offre privée ne s'est pas avérée. On constate que les contributions d'OLG au gouvernement sont toujours en progression, deux années complètes après la mise en place d'un encadrement pour les opérateurs privés de jeux en ligne.⁹ Ainsi, les revenus additionnels engrangés en Ontario proviennent bel et bien du marché privé qui n'était pas réglementé avant.

Contributions de OLG à l'Ontario



■ Bénéfice net pour la province ■ Paiements et commissions aux parties prenantes — Revenus de jeux **

* Le 16 mars 2020, le secteur du jeu physique a dû cesser ses activités en raison de la pandémie de COVID-19 et a connu des périodes de fermeture périodiques jusqu'au 31 janvier 2022, ainsi que des restrictions supplémentaires liées à la santé publique jusqu'au 21 mars 2022.

** Les recettes de jeux représentent le produit de la loterie et des jeux après soustraction des prix de loterie.

[9] Graphique tiré du OLG Annual Report 2023-24, p.7. <https://about.olg.ca/reports-and-disclosures/annual-reports/>



Ouverture du marché albertain

Lors du dépôt de son budget en mars 2024, le gouvernement de l'Alberta a annoncé qu'il suivrait les pas de l'Ontario et prendrait des mesures vers une réglementation des opérateurs privés de jeux en ligne. Le ministre Dale Nally a également mentionné qu'un organisme indépendant de réglementation serait mis en place pour réglementer le nouveau marché.

Puis, en mai dernier, l'Alberta a adopté le projet de loi 16, qui élargit la réglementation des jeux de hasard et d'argent et confirme que le gouvernement provincial a le pouvoir de gérer et de superviser les jeux dans la province, tout comme la Commission des alcools et de jeux de l'Ontario (CAJO).

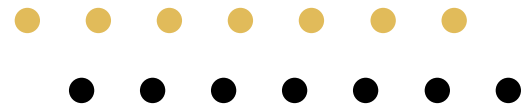
Bref, le passage d'un modèle étatique centralisé à un modèle privé, mais réglementé, semble faire son chemin dans le reste du Canada.

Résultats d'études

Alors que plus de 15 % des Québécois pratiquent le jeu en ligne depuis la pandémie, une étude réalisée par Mainstreet Research rendue publique en décembre 2023 a démontré que 73 % des joueurs choisissent des plateformes de jeux privées pour jouer au casino en ligne et pour faire des paris sportifs. La proportion de joueurs en ligne qui choisissent la plateforme de Loto-Québec serait donc de seulement 27 %.¹⁰

Cette étude avait pour but de mettre en lumière les habitudes des Québécois lorsqu'ils jouent en ligne. Elle a également mis en lumière que deux tiers des joueurs québécois (67 %) sont en faveur de réglementer les opérateurs privés de jeux en ligne par la mise en place d'un système de licences et de taxes. La Coalition avait rapporté des données similaires en mai 2023 lors d'un sondage réalisé auprès de la population générale par Léger Marketing dans lequel les deux tiers (66 %) des répondants se disaient favorables à une réglementation des opérateurs privés de jeux en ligne à travers l'établissement d'un système de permis et de taxes. Ces résultats démontrent un soutien constant à travers le Québec pour une nouvelle réglementation.

[10] Mainstreet Research, Le paysage des jeux de hasard et d'argent au Québec. Montréal (Québec), 2023, p.4.



Jeu responsable

La création d'un modèle réglementaire du jeu en ligne au Québec, en plus d'engendrer d'importantes retombées financières en taxes, donnerait au gouvernement du Québec le pouvoir de mettre en place les mesures qu'il juge appropriées en ce qui a trait à la responsabilité sociale et au jeu responsable, notamment en matière de publicité.

Organisme indépendant de réglementation et jeu responsable

Un organisme indépendant de réglementation est la norme dans la plupart des juridictions au Canada et dans le monde. Au Québec, de manière surprenante, c'est Loto-Québec qui est à la fois responsable de faire la promotion du jeu et d'assurer le jeu responsable. Une double mission par ailleurs vivement critiquée par les experts universitaires et les représentants de la santé publique du Québec.

La Coalition croit qu'offrir un environnement de jeu sécuritaire à tous les joueurs québécois, qu'ils choisissent de jouer sur les plateformes offertes par les opérateurs privés ou celle de la société d'État, passe par un organisme indépendant de réglementation qui procéderait à l'établissement de contrôles standardisés sur le jeu responsable et qui assurerait la sécurité et l'intégrité de l'ensemble de l'offre de jeu au Québec, qu'elle soit privée ou publique.

L'organisme indépendant veillerait en effet à la mise en place des plus hauts standards en matière de jeu responsable et de prévention, notamment pour :


Encadrer de façon ciblée la publicité sur le jeu en ligne au Québec

Mettre en place des mesures standardisées pour mieux encadrer les joueurs pathologiques

Mettre en place des mesures standardisées pour un meilleur contrôle empêchant l'accès aux mineurs

Émettre des licences d'opération aux entreprises privées pour s'assurer que ces derniers se conforment aux exigences strictes en matière de jeu responsable et de responsabilité sociale afin d'opérer au Québec

Permettre au gouvernement du Québec d'avoir un contrôle plus efficace sur la prévention de la fraude et du blanchiment d'argent, qui s'aligne avec les mesures établies respectivement par les membres de la Coalition



L'organisme aurait également comme responsabilité de fournir aux différents ministères des avis concernant la situation des jeux de hasard et d'argent au Québec. Il pourrait entre autres se pencher sur la prévention et le traitement des troubles liés à la pratique des jeux de hasard et d'argent. De plus, les membres de la Coalition s'engagent à s'impliquer activement auprès des organismes offrant des services d'aide aux joueurs pathologiques et à contribuer au Fonds de recherche du Québec – Société et Culture afin d'accélérer la recherche sur le comportement des joueurs et les façons par lesquelles nous pouvons les protéger.

Programme d'auto-exclusion

La réglementation du marché du jeu en ligne permettrait au Québec d'instaurer un programme d'auto-exclusion centralisé, offrant aux joueurs en difficulté la possibilité de se retirer simultanément de toutes les plateformes de jeux. Cette mesure, actuellement indisponible au Québec, offre une protection optimale pour les joueurs en difficulté en restreignant leur accès à toutes les plateformes de jeux en ligne, qu'ils jouent avec Loto-Québec ou avec des opérateurs privés. Une telle mesure n'est évidemment réalisable que dans le cadre d'un marché réglementé.

L'Ontario a récemment franchi une étape importante en matière de protection des joueurs en annonçant en août 2024 qu'elle développerait le premier système d'auto-exclusion de ce type en Amérique du Nord.¹¹

Qui plus est, afin d'obtenir et de maintenir une licence d'opération avec iGaming Ontario, les opérateurs privés de jeux en ligne doivent obtenir l'accréditation du Conseil du jeu responsable (CJR), une organisation indépendante sans but lucratif au Canada depuis plus de 35 ans.


Avis des experts québécois

Dre Sylvia Kairouz, titulaire de la Chaire de recherche sur l'étude du jeu à l'Université Concordia, a récemment réitéré son appui à la création d'un organisme de réglementation indépendant. Elle affirme qu'un tel organisme, qui aurait également autorité sur Loto-Québec, serait la meilleure avenue pour inciter les opérateurs privés à se conformer à la réglementation locale afin d'obtenir une licence d'opération.¹² Estimant que le Québec tire de l'arrière par rapport aux autres juridictions, Dre Kairouz suggère que l'organisme pourrait du même coup superviser l'émission de licences d'opération aux opérateurs privés.¹³

[11] Annonce du programme d'auto-exclusion d'iGaming Ontario : IC360 and IXUP selected to develop a centralized self-exclusion system for igaming in Ontario | iGaming Ontario

[12] Entrevue avec Dre Sylvia Kairouz, La Presse: [Jeu en ligne | Le nombre d'adeptes a triplé | La Presse](#)

[13] Reportage d'Olivier Bachand, Radio-Canada : [Jeu en ligne : faut-il légaliser les sites privés? | Le téléjournal avec Patrice Roy \(radio-canada.ca\)](#)



L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) identifie¹⁴ la mise en place d'un « Comité de suivi pluridisciplinaire et indépendant sur la gestion de l'offre et la prévention des problèmes de jeu à l'échelle du Québec » comme solution pour atténuer les effets du mandat de commercialisation et d'autoréglementation de Loto-Québec sur la santé des joueurs québécois.

Elisabeth Papineau, de l'Institut national de santé publique du Québec, ajoute que les chercheurs recommandent la création d'un organisme indépendant depuis plus de dix ans afin de pouvoir mieux encadrer les joueurs problématiques, mais que rien ne s'est encore concrétisé.¹⁵

La Direction régionale de santé publique de Montréal est également en faveur de la création d'un organisme indépendant de réglementation afin de faciliter le partage de données et des analyses permettant d'assister les décideurs sur les mesures d'encadrement du jeu à mettre en place.¹⁶

Conclusion et recommandations

La Coalition québécoise du jeu en ligne croit que la meilleure approche est celle qui protège tous les consommateurs de façon uniforme. Un marché bien encadré ferait en sorte que ces derniers auraient tous accès au même environnement de jeu responsable, qu'ils choisissent de jouer avec la société d'État ou avec les opérateurs privés.

De plus, réglementer le marché des opérateurs privés de jeux en ligne, qui possèdent près de la moitié du marché québécois, permettrait au gouvernement du Québec de toucher des revenus bruts supplémentaires estimées à 300 M\$, lors d'une année complète d'opération. Alors qu'il est aux prises avec un déficit budgétaire historique, le Québec se priverait de revenus substantiels provenant du jeu en ligne et préférerait imposer des restrictions budgétaires dans les missions essentielles de l'État.

Avec près de trois joueurs québécois sur quatre (73 %) qui choisissent des plateformes de jeux privés, la Coalition invite le gouvernement du Québec à tenir compte des habitudes et préférences des Québécois qui s'adonnent au jeu en ligne et à mettre en place un encadrement réglementaire adéquat qui lui permet d'aller chercher les revenus dont une partie serviraient à financer un organisme indépendant de réglementation visant à protéger adéquatement tous les joueurs Québécois.

[14] Dans un document obtenu par demande d'accès à l'information concernant le projet de salon de jeu au Centre Bell.

[15] Entrevue avec Elisabeth Papineau, *Le Devoir* : [Autoexclusion en hausse chez Loto-Québec](#) | *Le Devoir*

[16] Drouin, M., Biron, J-F., Duplessis-Brochu, E., Fournier, M., Gould, A. Avis de la Direction régionale de santé publique sur l'implantation d'un salon de jeux au centre-ville de Montréal. Montréal (Québec), Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2023.

Recommandations

La Coalition québécoise du jeu en ligne souhaite réitérer son engagement à travailler activement avec le gouvernement du Québec et les parties prenantes à l'élaboration d'un encadrement réglementaire du jeu en ligne. Elle s'engage à répondre aux enjeux concernant la sécurité des consommateurs, le jeu responsable et la publicité, tout en augmentant les revenus de l'État grâce à un système de permis et de taxes inspiré de l'Ontario.

La Coalition québécoise du jeu en ligne fait les recommandations suivantes au gouvernement du Québec.

1 Confier à un organisme indépendant de réglementation les fonctions suivantes :

- Encadrement et surveillance du secteur d'activité du jeu en ligne au Québec, tant les opérateurs privés que Loto-Québec.
- Encadrement et surveillance de la promotion, de la publicité ainsi que de l'offre responsable de jeu
- Responsabilité de la sécurité et de l'intégrité des jeux en ligne et autres jeux de hasard et d'argent proposés par l'ensemble des opérateurs, y compris Loto-Québec.

2 Mettre en place un système de partage de revenu basé sur l'émission de licences à des opérateurs privés de jeu en ligne, inspiré de l'Ontario.

3 Utiliser les revenus générés par ce nouvel encadrement dans le meilleur intérêt du Québec.

En 2014, le groupe de travail sur le jeu en ligne intitulait son rapport « Jeu en ligne : quand la réalité du virtuel nous rattrape ». Force est de constater que la réalité du virtuel nous a depuis longtemps dépassé. Il est grand temps pour le Québec d'en prendre acte et d'agir comme cela lui était recommandé de faire, il y a 10 ans.

Annexe A

États financiers de iGaming Ontario pour l'année financière se terminant le 31 mars 2024
Document officiel en anglais

	Note	2024	2023	
Revenus de jeux	10	2 199 891 \$	1 259 865 \$	
Paielements des opérateurs		(1 761 918)	(1 019 996)	
Revenu net de jeux		437 973	239 869	
Autres revenus		7 206	4 894	
Dépenses				
	17	254 402	133 721	
Dépenses des parties prenantes				
Coûts d'opération	Salaires et avantages	11,12	11 440	8 768
	Dépenses générales de fonctionnement, d'administration et autres	9(b), 11	2 037	4 719
	Technologies de l'information et services d'infrastructure	11	764	1 104
	Marketing et promotion	11	509	221
	Amortissement	7, 9(a)	84	29
		269 236	148 562	
Résultat net et résultat global		175 943 \$	96 201 \$	

- **Revenus de jeux** : IGO perçoit 100 % des revenus bruts générés par les opérateurs privés.
- **Paielements des opérateurs** : Environ 80 % des revenus sont réclamés par les opérateurs privés via des ententes de services avec IGO. Cette structure fait en sorte que les opérateurs chargent en sus les taxes provinciales et fédérales (13 % combinées) à IGO.
- **Dépenses des parties prenantes** : C'est ici que IGO inscrit les montants payés en taxes (1,7 G\$ * 13 % = 230 M\$ en 2024) et les redevances aux communautés autochtones prévues aux ententes.

Les dépenses des parties prenantes comprennent (note 17) :

	Note	2024	2023
Dépenses de TPS/TVH	14	230 381 \$	133 721 \$
Part de l'OFNLP dans les revenus de jeux	15	24 021	-
Dépenses des parties prenantes		254 402 \$	133 721 \$

- **Coûts d'opération** : Les coûts d'opération d'IGO sont de 14,8 M\$ par année (3,3 % du revenu net) lorsqu'on exclut les dépenses des parties prenantes.



Références

1. Biron, J-F., Fournier, M. La nouvelle normalité des jeux de hasard et d'argent en ligne à Montréal - Participation et problèmes associés pendant la pandémie de COVID-19. Montréal (Québec), Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2023.
2. Deloitte, Les jeux en ligne en Ontario – L'apport économique du marché réglementé des jeux en ligne de l'Ontario – année 2. Toronto (Ontario), juin 2024.
3. Drouin, M., Biron, J-F., Duplessis-Brochu, E., Fournier, M., Gould, A. Avis de la Direction régionale de santé publique sur l'implantation d'un salon de jeux au centre-ville de Montréal. Montréal (Québec), Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2023.
4. IPSOS, Ontario iGaming Market Channelization. Toronto (Ontario), Avril 2024.
5. Kairouz, S. Portrait des jeux de hasard et d'argent en ligne au Québec: regards sur une transformation amorcée en temps de pandémie. Montréal (Québec), Enquête ENHJEU.COM, 2023.
6. Loto-Québec, Rapport annuel 2023-2024 de Loto-Québec, Québec (Québec), Juin 2024.
7. Loto-Québec, Rapport annuel 2022-2023 de Loto-Québec, Québec (Québec), Juin 2023.
8. Mainstreet Research, Le paysage des jeux de hasard et d'argent au Québec. Montréal (Québec), 2023.
9. Mallette, Interprétation économique – Profitabilité du modèle de iGaming Ontario, Montréal (Québec), avril 2024.
10. Nadeau, L., Dufour, M., Guay, R., Kairouz, S., Ménard, JM., & Paradis, C. Le jeu en ligne. Quand la réalité du virtuel nous rattrape. Montréal (Québec), Groupe de travail sur le jeu en ligne, 2014.

Références tirées de sites internet

11. **États financiers de iGaming Ontario pour l'année se terminant au 31 mars 2024 :** <https://igamingontario.ca/en/financial-statements-2023-2024>.
12. **Résultats financiers de iGaming Ontario 2023-2024 :** [iGaming Ontario's FY 2023-24 Full Year Market Performance Report | iGaming Ontario](#)
13. **Rapport annuel 2023-24 de Ontario Lottery and Gaming Corporation:** <https://about.olg.ca/reports-and-disclosures/annual-reports/>.
14. **Entrevue avec Dre Sylvia Kairouz, La Presse:** [Jeu en ligne | Le nombre d'adeptes a triplé | La Presse](#)
15. **Reportage d'Olivier Bachand, Radio-Canada :** [Jeu en ligne : faut-il légaliser les sites privés? | Le téléjournal avec Patrice Roy \(radio-canada.ca\)](#)
16. **Entrevue avec Elisabeth Papineau, Le Devoir :** Autoexclusion en hausse chez Loto-Québec
17. **Annnonce du programme d'auto-exclusion d'iGaming Ontario :** [IC360 and IXUP selected to develop a centralized self-exclusion system for igaming in Ontario | iGaming Ontario](#)